

Assistance à maîtrise d'œuvre (AMOE), maîtrise d'œuvre, maintenance et évolutions des référentiels dans le cadre des projets informatiques de l'INPI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) DE L'ACCORD-CADRE

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2	PROCEDURE.....	3
3	FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
4	ALLOTISSEMENT	4
5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE/MARCHES SUBSEQUENTS.....	4
6	MARCHES SUBSEQUENTS.....	4
7	PRIX DES PRESTATIONS.....	4
8	VARIATION DANS LES PRIX.....	5
9	REGLEMENT DES COMPTES.....	6
10	AVANCE.....	7
11	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	7
12	PENALITES.....	7
13	CESSION DE CREANCE.....	8
14	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	9
15	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR	10
16	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	10
17	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	10
18	CONFIDENTIALITE.....	10
19	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
20	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	11
21	DOCUMENTS A PRODUIRE	11
22	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	11
23	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	11
24	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	12
25	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	13
26	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
27	MARCHES COMPLEMENTAIRES.....	13
28	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les prestations de maîtrise d'œuvre, d'assistance à la maîtrise d'œuvre, de maintenance et d'évolution dans le cadre de projets informatiques destinés à concevoir, à faire évoluer et à maintenir certaines applications du système d'information de l'INPI.

Il s'agit des applications dédiées à la propriété intellectuelle et aux formalités des entreprises, développées pour l'INPI antérieurement ou dans le cadre du présent marché.

Pour les applications dites « Formalités Entreprises », il y aura, par exemple, la conception d'application, les évolutions et le support technique des applications conçues en cours de marché, comme pour les applications existantes.

Pour les applications dites « Propriété industrielle et services associés », il y aura, par exemple, la conception d'application, les évolutions et le support technique des applications conçues en cours de marché, comme pour les applications existantes.

2 PROCEDURE

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure avec négociation passée en application de l'article R. 2124-3 1° Code de la commande publique.

Le recours à la procédure avec négociation est justifié car « *le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles* ».

En effet, chaque marché subséquent devra bénéficier de réponses adaptées aux caractéristiques spécifiques de chaque application concernée.

En outre, les besoins de l'INPI ne permettent pas une réponse technique standardisée dans la mesure où les caractéristiques et spécifications technico-fonctionnelles de chaque application doivent pouvoir être discutées et négociées pour permettre la solution la plus adaptée, qui soit hautement disponible et performante.

Les missions de délivrance des titres de propriété industrielle et de réception des formalités d'entreprises ne sont possibles en France qu'auprès de l'INPI, il n'existe donc pas de solutions standardisées. Même si des accords internationaux existent sur les procédures PI, chaque pays met en application ses procédures selon son cadre juridique national.

Les projets concernés par cet accord-cadre nécessitent :

- un agencement complexe de diverses parties interdépendantes : multiplicité des formats d'échanges avec les valideurs et partenaires, expertise dans des domaines spécifiques ;
- un besoin constant d'évolutions pour mettre en place les nouvelles procédures ou procédures modifiées découlant de révisions législatives et réglementaires des dispositions du code de la propriété intellectuelle et du code du commerce.

3 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Il s'agit d'un accord cadre à marchés subséquents, dont les modalités d'exécution sont définies aux articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 7 000 000 euros HT.

Cet accord-cadre est multi-attributaires, composé de **huit titulaires** (ou moins si le nombre de soumissionnaires est inférieur).

4 ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'une consultation non-allotie car l'accord-cadre porte sur des prestations, des environnements techniques proches et sur des applications liées entre elles via plusieurs micro-services.

5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE/MARCHES SUBSEQUENTS

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, et est reconductible tacitement trois fois par périodes d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre ans.

L'INPI pourra prendre, chaque année et au moins 120 jours avant la date d'anniversaire du contrat, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que les titulaires ne puissent la contester.

La conclusion des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée de chaque marché subséquent sera fixée dans chacun des marchés. Elle pourra se prolonger au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, dans le respect de l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques pour l'attribution d'un nouvel accord-cadre.

6 MARCHES SUBSEQUENTS

Pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sont attribués après remise en concurrence des titulaires.

Pour chaque marché subséquent, les titulaires recevront les pièces contractuelles ainsi que la lettre de consultation prévoyant les modalités de mise en concurrence sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur.

Les marchés subséquents peuvent prendre la forme de marchés forfaitaires, d'accords-cadres à bons de commande ou de marchés composites.

Pour chaque marché subséquent lancé par l'INPI, les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de déposer une offre. A défaut, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 12.4 du présent CCAP.

Les marchés subséquents seront attribués sur la base des critères de sélection suivants :

- Qualité technique de l'offre et/ ou délais d'exécution des prestations, noté(e)(s) entre 40-60 points au global.
- Montant de l'offre entre 40-60 points au global.

La note totale est toujours sur 100 points.

7 PRIX DES PRESTATIONS

7.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix unitaires communiqués par les titulaires dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

Lors de chaque remise en concurrence pour chaque marché subséquent, les coûts des unités fonctionnelles utilisées pour le calcul d'un prix forfaitaire ou servant de base à des commandes supplémentaires ne peuvent pas dépasser les prix plafonds de l'accord-cadre.

7.2 Prix des marchés subséquents

Les prix des prestations faisant l'objet des marchés subséquents sont ceux proposés par chaque titulaire attributaire lors d'une remise en concurrence, dans le respect du BP plafonds de l'accord-cadre.

7.3 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à leur exécution.

Aucun frais additionnel ne pourra être réclamé à l'INPI par le titulaire d'un marché subséquent que celui qui aura été expressément convenu lors de la passation de celui-ci.

8 VARIATION DANS LES PRIX

➤ Accord-cadre

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (MO).

Les prix mentionnés au bordereau des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre sont fermes la première année et révisables, à la hausse comme à la baisse, annuellement, au moment de la reconduction du marché selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{SYN}{SYNo}$$

Dans laquelle :

- SYNo est la valeur, au mois zéro, de l'indice Syntec (honoraires des salariés de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil),
- SYN est la dernière valeur connue de cet indice au moment de la demande de révision

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-T.I.C., pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Procédure de variation des prix

Les titulaires s'engagent à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction de l'accord-cadre, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

➤ **Marchés subséquent**

Dans chaque marché subséquent, les titulaires respectent les prix plafonds révisés.

Les prix des marchés subséquents sont réputés fermes sur leur durée sauf mention contraire dans les pièces propres à chaque marché subséquent

9 REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Remise des factures à l'INPI

9.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro sont communiquées aux titulaires de l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents, elles devront figurer dans l'entête de la demande de paiement

9.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- les références du marché subséquent,
- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

9.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de l'exécution d'un marché subséquent s'effectue sur remise de factures sur le portail Chorus, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

La périodicité et les modalités de règlement sont définies lors de la passation des marchés subséquents.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

9.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

10 AVANCE

Les modalités seront définies dans chaque marché subséquent.

11 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les modalités seront définies dans chaque marché subséquent.

12 PENALITES

Cet article déroge partiellement à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.

12.1 Dispositions générales

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé au titulaire. Celui-ci disposera d'un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables en tout ou partie à l'entreprise et ainsi, de moduler ou non le montant de celles-ci.

Les titulaires encourent les pénalités décrites ci-dessous. Cette liste n'est pas limitative et peut-être complétée dans les pièces contractuelles des marchés subséquents.

12.2 Pénalité pour retard dans la réalisation des prestations d'un marché subséquent

Les pénalités pour retard dans la réalisation des prestations objet d'un marché subséquent sont fixées dans les documents contractuels des marchés subséquents.

Sauf disposition contraire dans les pièces contractuelles d'un marché subséquent :
Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-T.I.C., le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

12.3 Pénalité pour indisponibilité

Une pénalité pour indisponibilité peut éventuellement être prévue dans un marché subséquent.

12.4 Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent

En cas d'absence de réponse lors de la consultation pour un marché subséquent, sans qu'une justification satisfaisante ait été fournie, les titulaires se voient appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 euros par consultation, donnant lieu à l'émission d'un titre de recette.

12.5 Pénalité pour non-remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire propose un remplaçant disposant d'une expérience et d'une compétence au moins équivalentes.

➤ **Accord-cadre :**

Le CCTP prévoit, en son article 1.3, la désignation par chaque titulaire d'un responsable du suivi de l'accord cadre, réputé disposer de l'expérience et des compétences nécessaires pour le suivi des prestations décrites dans le présent accord cadre. Ce responsable sera l'interlocuteur principal de l'INPI. Cette personne est désignée dans les 15 jours suivant la notification de l'accord cadre.

Conformément à l'article 1.5 du CCTP de l'accord-cadre, en cas de retard de proposition d'un nouveau responsable du suivi de l'accord-cadre, les titulaires se voient appliquer une pénalité de 150 euros par jour ouvré de retard.

Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'INPI de cette indisponibilité notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dont la date d'envoi fait foi.

Un titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 euros dès lors qu'il effectue plus de deux changements par période d'un an pour la personne chargée du suivi de l'accord-cadre.

➤ **Marché subséquent**

Sauf dispositions contraires prévues dans un marché subséquent :

Conformément à l'article 1.5 du CCTP de l'accord-cadre, en cas de retard de proposition d'un référent projet en charge d'un marché subséquent, les titulaires se voient appliquer une pénalité de 150 euros par jour ouvré de retard.

Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'INPI de cette indisponibilité notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dont la date d'envoi fait foi.

Un titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 euros dès lors qu'il effectue plus d'un changement par an et par marché subséquent pour la personne responsable des prestations attachées aux marchés subséquents.

12.6 Dispositions particulières relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant forfaitaire égal à 1000 euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

13 CESSIION DE CREANCE

Si un titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

14 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

14.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

14.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R 2193-12 : « *Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.* »

Article R 2193-13 : « *Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.* »

Article R 213-14 : « *Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.* »

Article R2193-15 : « L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

15 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Pour mener à bien chaque mission, les titulaires de l'accord-cadre doivent se doter d'un Plan d'Assurance Qualité qui pourra être, le cas échéant, adapté et complété pour chaque marché subséquent.

Les modalités sont détaillées à l'article 2.2.3 du CCTP de l'accord-cadre.

16 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

17 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Lorsque le titulaire a accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations, ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte de l'INPI, le titulaire se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-TIC et à l'article 28 du règlement sur la protection des données personnelles.

Le titulaire veille à ce que la relation contractuelle soit précisée par avenant pour toute mise en œuvre de traitement, par lui ou par un sous-traitant ultérieur. Le titulaire veille notamment au strict respect des dispositions légales en cas de traitement en dehors de l'Union européenne.

Chaque marché subséquent définit éventuellement les obligations précises de chacune des parties.

18 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

19 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les règles relatives à la répartition des droits de propriété intellectuelle des résultats des prestations réalisées dans le cadre des marchés subséquents au présent accord-cadre sont déterminées au cas

par cas, dans les documents contractuels propres à chaque marché subséquent, en complément de l'article 2.8 du CCTP de l'accord-cadre et des articles du chapitre 7 du C.C.A.G.-T.I.C.

20 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Les titulaires ont l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, les titulaires proposent un remplaçant disposant d'une expérience et d'une compétence au moins équivalentes.

L'INPI s'engage à communiquer aux titulaires le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

21 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

22 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

23 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

24 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites au chapitre 8, articles 47 à 54 du C.C.A.G.-T.I.C.

Selon les cas, la résiliation peut être prononcée pour tous les titulaires ou pour un ou plusieurs titulaire(s) défaillant(s).

La décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général pourra ainsi donner lieu au versement d'une indemnité fixée au vu des éléments justificatifs présentés par les titulaires.

24.1 Résiliation pour non remise des documents

L'INPI pourra résilier l'accord-cadre au tort exclusif de l'un des titulaires en cas de non remise des documents dont la production est exigée.

La résiliation interviendra après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

24.2 Résiliation encourue en cas de non-respect par l'un des titulaires de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire défaillant est informé qu'il encourt la résiliation du marché dans les conditions suivantes :

Lorsque l'INPI est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé (respectivement par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter à l'INPI la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, le titulaire devra restituer tous les enregistrements réalisés à l'INPI.

25 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

26 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

27 MARCHES COMPLEMENTAIRES

Il n'est prévu de conclure aucun marché négocié en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique à l'issue de ce marché.

28 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-T.I.C. conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-T.I.C. au(x)quel(s) il est dérogé
5 12	10.2.3 14